



Organisation des Nations Unies

## COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 27 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2017

### Activités des composantes de la MONUSCO :

**13 ex-combattants rwandais ainsi que 39 de leurs dépendants ont été rapatriés mardi 3 octobre dans leur pays d'origine, le Rwanda, par la MONUSCO. Parmi ces 13 ex-combattants, figurent deux officiers et un sous-officier, notamment un major, un capitaine et un sergent-chef.**

Pour la section DDRRR, ce rapatriement est exceptionnel car il est rare que plus de 50 personnes démobilisées, viennent d'un seul groupe armé, (le FDLR) et d'un seul territoire, le Masisi.

Avant leur transfert au Rwanda, ils sont passés par la Direction Générale de Migration, DGM à Goma, pour vérification et enregistrement. « C'est une étape très importante qui permet à la RDC de suivre à la trace les rapatriés et d'intervenir au cas où certains seraient tenté de revenir pour des activités subversives », a souligné le Team Leader de la section DDRRR, Dohotie Coulibaly.

« Nous rentrons volontairement, personne ne nous y a obligé. Nous sommes informés qu'il y a la paix au Rwanda. Raison pour laquelle, nous voulons rentrer avec nos familles », a déclaré le porte-parole de ces ex-combattants. Il a également lancé un appel à tous ceux qui sont encore dans la brousse, de faire comme eux pour regagner leur pays.

### **Protection de l'enfant :**

**Durant la semaine écoulée, la section Protection de l'enfant a documenté 70 cas de violations contre les enfants en République démocratique du Congo. Le nombre de ces violations a augmenté de 43 % en comparaison à la semaine précédente.**

Près de 63 % de ces violations représentent des séparations d'enfants des groupes armés, et parmi elles, 60 % se sont produites dans le Nord-Kivu. Cet important taux de séparation d'enfants peut être expliqué par l'intensification des actions de sensibilisation et de plaidoyer menées à l'endroit des communautés, des chefs coutumiers et des groupes armés afin d'encourager la libération des enfants associés aux groupes armés.

En effet, plus de 80 % des enfants séparés dans le Nord-Kivu ont confié que les groupes armés auxquels ils étaient associés ont décidé de les libérer à la suite d'échanges entretenus avec les autorités locales et des ONG

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) – tél : +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

partenaires. La MONUSCO encourage vivement tous les groupes armés et milices à agir de même et à libérer sans délai tous les enfants se trouvant encore dans leurs rangs.

Nous sommes très préoccupés par les rapports que nous avons reçus et qui font état de ce que les Mayi Mayi Yakutumba et d'autres groupes armés Mayi Mayi du Sud-Kivu recrutent des enfants. Nous exhortons tous ces groupes à s'abstenir d'agir de la sorte, à sortir les enfants de leurs rangs et à les remettre aux partenaires de la protection de l'Enfant. En sus, la MONUSCO rappelle que le recrutement d'enfants est un crime sanctionné d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à dix ans.

Le 27 septembre dernier, la MONUSCO a organisé un atelier de travail et de lancement officiel du projet de Redevabilité des Auteurs de Recrutement d'Enfants. Cet atelier a permis de jeter les bases d'une collaboration harmonieuse entre les différentes parties prenantes et de fournir des orientations conformes à la volonté des partenaires locaux afin que les activités prévues dans ledit projet profitent effectivement aux enfants de la République démocratique du Congo.

Cet atelier a aussi été l'occasion de susciter l'implication effective de tous dans la lutte contre l'impunité. Les représentants du Ministre de la Défense, du Ministre de la Justice, de la Haute cour militaire, de l'Auditorat général des Forces Armées, du Bureau du Représentant personnel du chef de l'Etat chargé de la lutte contre les violences sexuelles et l'ambassade de Belgique ont pris part à cet atelier.

La MONUSCO se dit satisfaite des condamnations survenues dans la région de Beni-Butembo à l'encontre de deux officiers des FARDC accusés de viol sur mineures. Ceci est un pas en avant en faveur de la lutte contre l'impunité et sert d'exemple pour dissuader tout individu qui voudrait commettre de tels actes.

Par ailleurs, la MONUSCO appelle instamment les juridictions compétentes à faire preuve de diligence et, partant, à satisfaire constamment à l'exigence de célérité de la justice pour les cas impliquant des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants. En effet, la MONUSCO est préoccupée par le cas des colonels FARDC Ramazani Kifiniko Lubinga et Kamulete Faïda qui n'ont toujours pas été confrontés devant la justice pour les crimes commis contre les enfants, particulièrement les allégations de recrutement d'enfants à Rutshuru en 2014 et 2015.

### Information publique :

**« Quelle alternative pour la sécurisation des populations dans les zones où la MONUSCO s'est retirée » C'est le thème principal autour duquel la jeunesse du Nord Kivu regroupée au sein du Conseil provincial de la Jeunesse a réfléchi au cours d'une journée-atelier qui a eu lieu le 30 septembre 2017.**

Au cours de cette journée, plusieurs questions préoccupantes en rapport avec l'insécurité ont été soulevées par près d'une centaine de jeunes venus de tous les territoires et villes du Nord-Kivu. C'est notamment l'absence de l'autorité de l'Etat, la multiplicité des groupes armés, les conflits de terre et intercommunautaires, la problématique du retrait de la MONUSCO de certaines régions encore volatiles.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél : +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

A l'issue de ces échanges, les jeunes ont proposé des solutions alternatives, notamment l'ouverture des routes (cas de Walikale) pour un meilleur accès des services de sécurité, dans les zones où cela pose problèmes ; ils ont demandé à la MONUSCO la multiplication des patrouilles dans les endroits encore volatiles et aux FARDC d'y renforcer leur présence.

Les jeunes eux même se sont engagés à sensibiliser leurs pairs à quitter les groupes armés, pour ceux qui y sont et d'autres à ne pas y adhérer. Cette rencontre a été l'occasion pour la ministre provinciale de la jeunesse et de l'éducation, Adele Bazizane, qui présidait la cérémonie d'exhorter les jeunes, spécialement ceux de l'intérieur à s'impliquer activement dans la recherche de la paix, car ils en sont les acteurs clés.

Le Chef de bureau par intérim de la MONUSCO, M. Josiah Obat, tout en remerciant les jeunes pour cette initiative, a souligné que toutes les difficultés soulevées, notamment en ce qui concerne le retrait de la MONUSCO doivent être transformées en opportunité.

**A Kananga, un atelier sur les techniques de sensibilisation de proximité pour encourager les femmes et les jeunes filles à participer au processus d'enrôlement a été organisé par la MONUSCO, ONU Femmes et le PNUD en partenariat avec la CENI. Plusieurs femmes leaders ont participé à cet atelier à l'issue duquel un planning d'activités de sensibilisation a été défini.**

Le dimanche 1<sup>er</sup> octobre, les femmes leaders de la MONUSCO, ONU Femmes et le PNUD ont constaté l'impact de cette sensibilisation puisque plusieurs femmes présentes dans les centres d'enrôlement, dont celui de Buena Mutu, ont déclaré avoir décidé de venir se faire enrôler après avoir assisté à la sensibilisation du marché Ofida.

Après avoir célébré la réouverture de radio Okapi Kananga le 29 septembre 2017 dernier, le premier décrochage local a été diffusé lundi 2 octobre. Du lundi au vendredi, les habitants du Kasai-Central peuvent à nouveau écouter sur la fréquence 93.0 des informations de proximité produites par l'équipe de 5 journalistes et 1 technicien de la radio Okapi.

**Un forum de paix, de sensibilisation et de conscientisation des leaders communautaires et religieux sur la culture de la paix s'est tenu du lundi 2 au mardi 3 octobre 2017 à Beni, à l'initiative de la Commission diocésaine justice et paix du diocèse de Butembo-Beni, en partenariat avec la MONUSCO.**

Deux jours durant, autour de thèmes tels que : l'humanité en tout homme, fondement de la paix, les fonctions régaliennes de l'Etat et la gouvernance sécuritaire participative, la non-violence : mode de revendication pacifique etc., les participants à ces assises ont tenté d'identifier les vraies racines de la perturbation de la paix dans la région et les moyens pour y remédier.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org)- tél : +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Il faut noter que ce forum est en réalité le point de chute d'un long processus de sensibilisation et de conscientisation de la population en général et des acteurs communautaires en particulier. En effet, c'est en avril 2017, compte tenu de la situation sécuritaire régnant dans les territoires de Beni et Lubero, que la Commission diocésaine justice et paix du diocèse de Butembo-Beni, en partenariat avec la MONUSCO, avait lancé une campagne de sensibilisation et de conscientisation de la population du Grand-Nord sur la promotion de la culture de la paix.

Cette campagne vise toutes les couches de la population de la zone où intervient la Commission notamment les territoires de Beni et Lubero, ainsi que les villes de Beni et Butembo.

A l'issue de ces assises, les participants ont produit et signé un acte d'engagement en 12 points comme étant leur contribution pour un rétablissement de la paix dans la zone.

### **La section Conduite et Discipline de la MONUSCO a organisé le week-end dernier à Kalemie une sensibilisation populaire basée sur le comportement du personnel des Nations Unies qui ne doit en aucune façon être associé aux cas d'exploitation et abus sexuels.**

Au total 795 participants parmi lesquels des femmes, des jeunes filles, des chefs des quartiers et des diverses associations de la ville de Kalemie ont assisté à cette séance de sensibilisation populaire sur la manière de dénoncer toute exploitation ou abus sexuel commis par le personnel des Nations Unies.

Cette sensibilisation populaire a permis aux participants de comprendre le message qui repose sur une nouvelle approche axée sur la victime dans la perspective de prévenir et de répondre aux violations commises par ceux qui servent sous le drapeau de l'ONU.

### **Police MONUSCO**

Après la présentation des 83 panneaux de signalisation la semaine dernière aux autorités de la mairie de Kalemie et de la Police Nationale Congolaise, une série de sensibilisations sur la signification des panneaux de signalisation a démarré au profit de plusieurs catégories d'utilisateurs de la route. La sensibilisation a concerné en premier lieu la police chargée de réguler la circulation, puis en second lieu, les chauffeurs motocyclistes.

Les 83 panneaux de signalisation réceptionnés à Kalemie grâce à un projet à impact rapide de la MONUSCO sont déjà érigés sur différentes artères de la ville, comme au rond-point Kisebwe, sur la route principale menant à l'aéroport de Kahinda et sur certaines avenues.

La fourniture des panneaux de signalisation a été initiée par la Police MONUSCO (UNPOL) et financée par un projet à impact rapide d'un coût de 25 000 dollars américains dans le but de réduire le taux d'accidents de circulation dans la ville de Kalemie.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél : +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

### Activités de l'Equipe-pays :

#### **Lutte continue contre le choléra dans le Haut Lomami**

Deux mois après la déclaration officielle de choléra dans la province du Haut-Lomami, ce sont actuellement huit des 16 zones de santé qui sont touchées par la maladie. Plus de 3 000 cas suspects ont été rapportés du 1<sup>er</sup> janvier au 24 septembre 2017 et plus de 60 personnes en sont mortes. Ces chiffres sont de loin, supérieurs à ceux de toute l'année 2016 au cours de laquelle le Haut-Lomami avait enregistré environ 3 513 cas suspects de choléra dont 78 décès.

La forte létalité de l'année 2017 est influencée, entre autres, par le faible approvisionnement en eau potable, la survenue du choléra dans la zone de santé de Mulongo dont la dernière épidémie remonte à l'année 2002, l'expansion de l'épidémie vers les aires de santé fluviales d'accès difficile et les faibles capacités techniques des prestataires sanitaires.

D'autres facteurs tels les mouvements de personnes en provenance du Tanganyika laissent craindre une expansion de la maladie. A l'instar de la province, la zone de santé de Malemba a aussi connu une augmentation des cas ces dernières semaines.

Actuellement, aucun acteur humanitaire n'est en appui à la zone de santé de Malemba, même si certaines organisations locales s'y trouvent, faute de financement.

Au Sud-Kivu, ce sont treize des 34 zones de santé que compte la province qui enregistrent des cas de choléra. Une réponse multiforme est en place, qui comprend entre autres, des points de chloration et la prise en charge des personnes malades dans les centres de traitement de choléra par différents partenaires.

Les acteurs humanitaires et gouvernementaux font toutefois face à plusieurs défis qui empêchent une riposte optimale. Ces défis s'articulent entre autres autour de l'amélioration de l'approvisionnement en eau et d'un renforcement des actions de sensibilisation de la population et des écoles. Dans la ville de Bukavu, une dizaine d'écoles font face à des cas de choléra, rapporte l'OMS.

### Situation militaire

**(Par le Commandant Adil Esserhir, porte-parole militaire a.i. de la MONUSCO)**

Les principales informations de la semaine nous viennent d'Uvira au **Sud-Kivu**, du **Nord-Kivu**, du **Haut-Uélé** et du **Maniema**.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) – tél. : +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Suite aux développements sécuritaires dans le territoire d'**Uvira**, le commandant adjoint de la Force MONUSCO, le **Général de Division Bernard Commins**, s'est rendu les 27 et 28 septembre 2017 dans la province du **Sud-Kivu** où il s'est longuement entretenu avec les hautes autorités militaires onusiennes et congolaises sur les plans à mettre en œuvre pour assurer la protection des civils et combattre les actions néfastes des groupes armés. Ce déplacement été aussi l'occasion d'inspecter les dispositifs de contrôle de zone installés aux alentours de la localité d'**Uvira** et élaborer les plans d'opérations à même de parer à cette tentative de déstabilisation dans la région et d'éviter l'escalade du conflit.

C'est ainsi que les troupes onusiennes continuent leurs opérations terrestres et aériennes, en liaison avec les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, et ont repoussé le 28 septembre 2017, une attaque perpétrée par les éléments **Mayi Mayi Yakatumba** par voie lacustre à bord d'embarcations. Au cours de cet accrochage, trois (03) bateaux armés de mitrailleuses ont été détruits par les hélicoptères d'attaque de la MONUSCO, au large de la localité de **Kasekezi**, sur le lac Tanganyika, en territoire de **Fizi**, et un casque bleu a subi des blessures légères par éclats.

La Force MONUSCO a renforcé sa présence dans cette région par le déploiement des forces spéciales, ce qui a permis d'éloigner la menace qui pesait sur la cité d'**Uvira** et de restaurer la liberté de mouvement dans les zones affectées.

Au **Nord-Kivu**, Les opérations contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) se poursuivent dans le territoire de **Rutshuru**. Outre la destruction des postes de commandement de ce groupe armé et la désorganisation de sa structure logistique, cette opération a permis la restriction de sa liberté de mouvement et son influence dans la province du Nord-Kivu et a limité ses nombreuses activités illégales telles que le commerce illégal du bois et de charbon, la contrebande d'armes, les enlèvements et l'extorsion de la population locale.

Des opérations similaires, conjointement avec les FARDC et l'ICCN, se déroulent actuellement au **Haut-Uele**, contre les éléments de l'armée de résistance du seigneur (LRA) pour assurer un environnement sain et sécurisé dans cette partie de la république.

Par ailleurs, dans la province du **Maniema**, la Force MONUSCO suit de près l'évolution de la situation et la montée en puissance des groupes **Mayi Mayi** et demeure engagée dans le spectre politique et militaire, pour s'attaquer au problème, en développant des stratégies et des plans conjoints avec les sections subsidiaires et les acteurs locaux.

Enfin, dans la continuité des efforts visant à assurer la protection par la projection, cette semaine a connu le déploiement de trois (03) bases opérationnelles temporaires à **Bunyampuli** (98km N/O de la COB **Sake**) , **Irangi** (39 Km N/O de **Bunyakiri**) et **Tumayini** (61km Ouest la COB **HIMBI**). Cette présence périodique, caractérisée par la conduite de patrouilles conjointes avec les acteurs sécuritaires locaux, et l'engagement communautaire , visent à dissuader les groupes armés d'agir dans la zone et rassurer la population civile de la présence de la MONUSCO.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i: [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org)- tél : +243 81 709 68 01